

Sommaire

Fonctionnaires

Des agents de l'administration centrale en grève

Notre Voie - jeudi 17 octobre 2019

« La fonction publique est aux couleurs du RHDP »

Le Nouveau Réveil - jeudi 17 octobre 2019

Politique

Bruno Koné à Fraternité Matin aujourd'hui

Fraternité Matin - jeudi 17 octobre 2019

Toutes les décisions arrêtées

Le Jour Plus - mercredi 16 octobre 2019

« On a mis en marche une procédure pénale en vue de trouver les responsables »

Le Nouveau Réveil - jeudi 17 octobre 2019

Bédié-Gbagbo : Bientôt la grande déchirure !

L'essor Ivoirien - jeudi 17 octobre 2019

Le Ndi prêt à soutenir la Cei

Fraternité Matin - jeudi 17 octobre 2019

Pourquoi le PDCI joue à se faire peur

Le Patriote - jeudi 17 octobre 2019

Ministère de l'Enseignement supérieur

Des agents de l'administration centrale en grève

Des agents de l'administration centrale du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique sont en grève, depuis mardi dernier jusqu'à aujourd'hui. Ils revendiquent la signature de l'arrêté portant instauration de primes en leur faveur. Selon Zatta Goli, secrétaire général à l'organisation du Syndicat National des Agents de l'administration Centrale dudit ministère (Syaac- mesrs), rencontré mardi dernier, au Plateau, la grève n'est pas effective à 100%. Si, selon lui, au Cabinet ministériel, à la Direction des Affaires Financières (Daf), à la Direction de l'Orientation et des Bourses (Dob) et dans bien d'autres structures, les agents ont vaqué tranquillement à leurs occupations, ce n'est pas le cas dans d'autres directions centrales. Comme à la Direction des Examens et Concours (Dexco), à la Direction des Ressources Humaines (Drh), à la Direction de l'Enseignement Supérieur (Desup), à la Direction Générale de la Qualité et des Evaluation (Dgqe)... Le constat fait hier sur le terrain confirme les dires de ce syndicaliste. Le préavis de grève dont copie a été remise mardi dernier par Zatta Goli, à Notre Voie, exprime des griefs à leur ministre de tutelle, Dr Albert Mabri Toikeusse Abdallah. Et il est signé de Modeste Zoulou, le secrétaire général de ce syndicat. << Malgré vos multiples promesses faites depuis votre arrivée à la tête de ce ministère, et en dépit de la bonne foi des agents de l'administration centrale, nous n'avons à ce jour aucune information relative à la signature de l'arrêté inter-ministériel portant instauration des primes au profit des agents. Et le comité de suivi qui était censé lever toutes les inquiétudes semble être une coquille vide. Dans la mesure où l'acteur clé au cœur du système à incidence financière, a apparemment choisi de boycotter toutes les demandes d'audiences qui lui ont été adressées et qui sont restées sans suite. Les dernières en date, en disent long sur le caractère méprisant de ce refus incompréhensible du dialogue >>.

CHARLES BÉDÉ

Pr Kakou Guikahué, SE du PDCI-RDA persiste et signe

« La fonction publique est aux couleurs du RHDP »



Dans une déclaration lue par Oka Séraphin, directeur de Cabinet du Ministre de la Fonction publique, et publiée sur les réseaux sociaux et dans la presse le mardi 15 octobre 2019, ledit ministère déclare ce qui suit : « Lors d'une déclaration, le Secrétaire Exécutif en Chef du PDCI-RDA, monsieur Maurice Kakou GUIKAHUE, a tenu des propos dont la gravité et l'incongruité se la disputent à la manipulation et aux affirmations gratuites. En effet, monsieur GUIKAHUE soutient, dans une vidéo publiée par PDCI 24TV, la web tv officielle du PDCI-RDA, que le Ministère de la Fonction Publique entreprendrait, actuellement, un recensement des effectifs en vue d'exclure les fonctionnaires qui ne sont pas des militants du RHDP. L'intéressé va plus loin en affirmant que l'objectif est d'instituer une Fonction publique monocolore, en violation des principes de la Constitution. Ces propos, en d'autres circonstances, n'auraient appelé aucune réaction de la part du Ministère de la Fonction Publique eu égard à leur vacuité. Toutefois, la qualité de la personne qui les a tenus ainsi que le lieu et les circonstances publiques qui les ont accompagnés appellent une nécessaire mise au point (...) Je mets Guikahué au défi de nous apporter un seul grain de preuve de ses propos que je qualifie d'allégations ». Fin de citation. Voici exactement ce qu'a dit le Chef du Secrétariat exécutif du PdcI-Rda : « (...) si tu n'es pas avec eux, tu ne peux pas travailler avec eux. Ça c'est la plus grande forme d'exclusion. Tu t'appelles Guikahué, tu es PdcI, tu ne dois pas travailler. Les responsables des fonctionnaires qui ne sont pas Rhdp, on les a enlevés. C'est à compétence égale qu'on cherche le militant. Mais aujourd'hui, c'est à militantisme égal qu'on cherche le compétent. Donc tous ceux qui sont hyper compétents et qui ne sont pas militants, on les met de côté. Mais l'émergence ne va jamais venir. (...) Tous ceux qui ne sont pas Rhdp sont exclus du travail. On parle d'emploi jeunes pour lequel ils

vont dans les quartiers et tout ça. Mais en dessous, ce sont les cartes de membres qu'on regarde. C'est la même chose pour le Fafci des femmes. Si tu n'es pas ce qu'ils veulent, tu n'auras pas de crédit. On est en plein dans l'exclusion ». Fin de citation. Cela ne nous a pas intéressé à première vue. Puisque nous ne nous sentons pas concernés par ces allégations. Cependant la manipulation dont parle cette déclaration réponse à Pr Maurice Kakou Guikahué, nous amène à faire des précisions. Pour ce qui concerne les pressions sur des fonctionnaires pour adhérer au Rhdp unifié, c'est tout simplement un secret de polichinelle. L'ex-ministre de l'Intégration, Adama Bictogo, aujourd'hui haut dirigeant du Rhdp unifié, n'a-t-il pas dit : « Si tu n'es pas Rhdp, il faut libérer le tabouret que tu occupes ? Libérez les tabourets, si vous n'êtes pas Rhdp ! » Menaçant des hauts fonctionnaires de démissionner ou d'adhérer au Rhdp. C'est aussi un secret de polichinelle que les hauts postes dans l'Administration publique sont exclusivement réservés au Rhdp. Est-ce que ce n'est pas colorer la Fonction publique aux couleurs du Rhdp ? Et les exemples sont légion. Mais pour ne citer que les plus criants, nous donnons simplement les cas suivants : 1-N'dri Kouassi Valentin, président de la JpdcI urbaine, a été remercié en tant qu'agent de l'Etat au Trésor public, parce qu'il est militant du PDCI-RDA; 2-Ehouman Bernard, fonctionnaire à l'Inspection d'Etat par ailleurs Secrétaire exécutif chargé des Délégations extérieures du PdcI-Rda, n'a-t-il pas été limogé de l'Inspection générale de l'Etat pour avoir refusé d'adhérer au Rhdp? Quand un responsables politique dénonce un fait, il vaut mieux y voir de près afin de régler le problème et non étaler des émotions politiques. C'est pourquoi, Monsieur le Directeur de publication, nous venons par ce droit que nous confère la loi sur la presse pour répondre aux émotions politiques du directeur de Cabinet du ministère de la Fonction publique. Pour le cabinet du S. e. Guikahué Le conseiller en communication

GUY TRESSIA

Invité des rédactions / Le Groupe de presse accueille le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme dans le cadre de sa tribune d'échanges L'invité des rédactions.

Bruno Koné à Fraternité Matin aujourd'hui



harmoniser davantage la politique publique et les activités des opérateurs économiques, mais également des particuliers sur le terrain. Notamment les efforts pour faciliter et accélérer l'obtention des documents administratifs nécessaires dont la délivrance incombe à ses services. Plus spécifiquement, en ce qui concerne les Acd dont la signature avait été quasiment bloquée pour remettre de l'ordre dans les fichiers. Bruno Koné devrait donner quelques indications sur les avancées en matière de logements sociaux dans le cadre du vaste programme inspiré par le Président de la République, afin de résorber le besoin important de logements pour les couches les moins nantis de la société ivoirienne.

ABOUBAKAR BAMBA

Le Groupe Fraternité Matin reçoit, aujourd'hui, le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Bruno Koné Nabagné, dans ses locaux dans le cadre de sa tribune d'échange L'invité des rédactions. L'hôte de Fraternité Matin présentera les actions menées par son département et qui concourent à la réalisation du Programme social du gouvernement (PSGouv 2019-2020). Bruno Koné fera un exposé dont le thème est "Construction, logement et urbanisme : réformes et innovations pour améliorer le service à l'usager". Outre les grands axes de la politique du maroquin dont il a la charge, le ministre évoquera certainement les ambitions gouvernementales en termes de renforcement du cadre législatif et réglementaire pour



Séminaire des Coordonnateurs régionaux et associés du Rhdp à Yamoussoukro

Toutes les décisions arrêtées



Adama Bictogo directeur exécutif du Rhdp a conduit les travaux du séminaire

Le Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) a rendu les conclusion du séminaires des coordonnateurs régionaux et associés tenu les 11 et 12 octobre dernier, à Yamoussoukro. Plusieurs décisions ont été arrêtées lors de cette rencontre. Ci-dessous, l'intégralité du rapport final.

I. INTRODUCTION

Du vendredi 11 au samedi 12 octobre 2019, s'est tenu à l'hôtel Président de Yamoussoukro, le séminaire consacré aux Coordonnateurs Régionaux et Coordonnateurs Régionaux Associés, sous la Présidence du Directeur Exécutif du RHDP, le Ministre Adama BICTOGO. Ce séminaire a regroupé les Coordonnateurs Régionaux, les Coordonnateurs Régionaux Associés, les Sénateurs, les Députés et les Maires ainsi que les membres de la Direction Exécutives du RHDP. Ce séminaire avait pour objectif de préparer les Coordonnateurs Régionaux et les Coordonnateurs Régionaux Associés à l'animation au quotidien du Parti et à la conduite de son candidat à la victoire à l'élection présidentielle de 2020. Spécifiquement il s'agissait de :

- Définir, les missions, les attributions et les compétences des Coordonnateurs Régionaux ;
- Établir les relations, les synergies, les interactions et les modes de communication entre les Coordonnateurs Régionaux et la base d'une part et entre les Coordonnateurs Régionaux et la Direction Exécutive d'autre

part ;

- Impliquer les Coordonnateurs Régionaux dans la préparation du processus d'identification et d'inscription des militants sur la liste électorale au niveau régional ;
- Fournir les éléments de langage aux coordonnateurs régionaux pour le bon accomplissement de leurs missions d'implantation, d'organisation et de mobilisation. Ce séminaire a débuté par une cérémonie d'ouverture qui a enregistré l'intervention du Président du Comité d'Organisation et du Directeur Exécutif du RHDP. S'en est suivie, une session plénière meublée par cinq (5) communications suivies d'échanges et une cérémonie de clôture. Le présent rapport rend compte de la synthèse de l'ensemble des travaux.

II. CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture a enregistré l'allocution du Président du Comité d'organisation et celle du Directeur Exécutif du RHDP. Dans son allocution, le Président du Comité d'organisation a tenu à traduire toute sa reconnaissance au Président du Parti, SEM ALASSANE OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire, avant de saluer les efforts entrepris par les participants pour être présents à ce séminaire. Il a par la suite exprimé le souhait que les résolutions du séminaire et la feuille de route qui en découlera, permettent aux bases du Parti de fonctionner dans les meilleures conditions. A sa suite, le Ministre Adama BICTOGO, Directeur Exécutif du RHDP a exprimé sa joie d'accueillir les Coordonnateurs Régionaux et Coordonnateurs Régionaux Associés à ce 1er Séminaire, dans la ville natale du Président Félix HOUPHOUET BOIGNY, inspirateur de l'Houphouëtisme. Il a rappelé que la Direction Exécutive, lors de son séminaire tenu à Bassam le 02 août 2019, avait décidé de l'organisation du présent séminaire. Il a indiqué que ce séminaire est la déclinaison opérationnelle de la vision du Président du Parti, SEM Alassane OUATTARA, de faire des Coordonnateurs Régionaux, les piliers de la stratégie du RHDP pour la victoire à l'élection présidentielle de 2020 dès le premier tour. Poursuivant son propos, le Directeur Exécutif a salué la détermination et l'engagement des participants puis les a exhorté à privilégier en toutes circonstances, la recherche constante de la cohésion, la concertation et la synergie au sein du Parti et de ses structures. Sur ces mots, tout en souhaitant plein succès aux travaux du séminaire, il a déclaré ouvert le premier Séminaire des Coordonnateurs Régionaux et les Coordonnateurs Régionaux Associés.

III. COMMUNICATIONS EN SESSION PLENIERE



Le Rhdp a arrêté d'importantes décisions à Yamoussoukro sous la conduite d'Adama Bictogo.

Cinq (05) communications ont été présentées. Elles se sont articulées autour des sous-thèmes suivants :

- 1. Gestion des techniques électorales et appropriation de la méthodologie électorale par les Coordonnateurs régionaux;**
- 2. Politique Générale et Communications des acteurs du RHDP en région;**
- 3. Présentation de la Plateforme e-militants;**
- 4. Gestion des Coordinations pour une synergie d'actions politiques;**
- 5. Avec le RHDP pour la Patrie de la vraie fraternité ; suivie de la présentation du Livre intitulé :« Le RHDP, un beau cadeau de l'amitié du destin en souvenir d'un bâtisseur ».**

III.1. Gestion des techniques électorales et appropriation de la méthodologie électorale par les Coordonnateurs régionaux

Cette communication a été faite par le Ministre SANOGO Mamadou, Directeur Exécutif Adjoint (DEA) en charge des élections. Le bureau qui a dirigé cette présentation était composé du Ministre Amadou Kone, Président de séance, de Monsieur ZINSOU Marcelin, secrétaire de séance et de Messieurs WADJA essay et KRAGBE Philippe, rapporteurs. Au cours de sa présentation, le Directeur Exécutif Adjoint en charge des élections a exposé la stratégie de préparation et de maîtrise des opérations électorales en 25 actions. Il a annoncé la mise en place d'un système informatique permettant de collecter et de centraliser les résultats électoraux. Ensuite, il a souligné l'importance du rôle des Coordonnateurs Régionaux dans le processus électoral, étant en charge de l'encadrement des Comités Techniques Electoraux (CTE) du Parti. Le Directeur Exécutif Adjoint, a proposé la tenue d'un séminaire éclaté dans les coordinations régionales en vue de l'appropriation du processus électoral. Il a invité les coordonnateurs régionaux à préparer la mise en place des bureaux des Commissions Electorales Locales (CEL) et à transmettre la liste des représentants du RHDP dans ces commissions. Le Ministre SANOGO a, par ailleurs, demandé la mise en place des Commissions Techniques Electorales (CTE) et la

transmission de la liste du personnel électoral à la Direction du Parti. Les contributions des séminaristes qui ont suivi sa présentation ont insisté sur le renforcement de la connexion entre la Commission Electorale Indépendante (CEI) Locale et les CTE en vue de faciliter les échanges et prévenir d'éventuelles difficultés. Les participants ont exprimé leur inquiétude relative au phénomène de la fraude électorale. A cette préoccupation, l'intervenant a assuré que l'organisation proposée, l'expérience et le système informatique mis en place, permettent de contenir considérablement ce problème.

III.2. Politique Générale et Communications des acteurs du RHDP en région

Le Ministre TOURE Mamadou, Directeur Exécutif Adjoint en charge de la Communication du RHDP a prononcé cette communication. Le bureau de cette présentation était composé de la Ministre Raymonde Goudou KOFFI, Présidente de séance, Mademoiselle Audrey DELACLE, Secrétaire de séance et Messieurs AGBAHI Djodan Félicien et KOALA Célestin, rapporteurs. Le Ministre TOURE Mamadou, après avoir fait une analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces) de la communication au RHDP, a mis l'accent sur les règles à observer afin de la rendre plus efficace et plus harmonieuse. Selon l'exposant, cette Communication doit être moderne, proactive et cohérente. Elle doit faire la promotion du bilan positif du Gouvernement, susciter de nouvelles adhésions et promouvoir les valeurs du RHDP. Cette communication doit se faire en profitant des opportunités offertes par les nouveaux médias que sont Internet et les réseaux sociaux. Toutefois, Il a invité les séminaristes à se référer à la DEA en charge de la Communication du Parti pour une autorisation préalable avant toute communication officielle au nom du RHDP. A l'issue de sa présentation, les séminaristes ont émis des préoccupations quant à la restriction proposée par le DEA relativement aux interventions des cadres du Parti dans les médias sans l'autorisation des instances supérieures. Par ailleurs, il a été suggéré que le nom de la WebTV du Parti : « Rassemblement WebTV », pas très évocateur au regard de la promotion du RHDP, soit intégré à la réflexion globale de refonte de la chaîne. Relativement à la demande d'autorisation, le DEA a indiqué que cette mesure a pour objectif d'assurer la cohérence et l'harmonisation de la prise de parole, au nom du Parti, sur des sujets d'intérêt national.

III.3. Présentation de la Plateforme « e-Militant »

La présentation de la plateforme « e-Militant » a fait l'objet de la 3e communication dite par Monsieur BILE Diéméléou, Directeur Exécutif Adjoint en charge de l'Economie Numérique et de la Modernisation et du Dr Sonan Jean François, DEA Adhésion. Le bureau qui a assisté cette présentation était composé du Ministre Bruno Nabagné Kone, Président de séance, de Monsieur Oumar KONATE, Secrétaire et de Messieurs KOFFI Armel et AKIE Jean Charles, rapporteurs. Partant du principe de la Mutualisation et de l'optimisation de toutes les applications et plateformes développées par les DEA, Monsieur BILE Diéméléou a, dans cette présentation, indiqué que toutes les opérations en ligne se feront à partir d'un seul point d'accès : www.rhdp.ci. A partir de cette adresse, une application dénommée «e-militant» permettra d'adresser l'ensemble des militants et sympathisants du Parti. Cette plateforme permettra d'enregistrer des sympathisants dans la base de données du parti en vue de leur conversion en militant actif. Chaque militant pourra

bénéficiaire d'une carte de militant après s'être acquitté de son droit d'adhésion. A travers cette base de données, l'édition des listes et des statistiques seront de précieux outils d'aide à la décision pour le Parti. Une démonstration d'inscription en ligne, qui a convaincu les participants, a mis fin à cette présentation.

III.4. Gestion des Coordinations pour une synergie d'actions politiques

Cette communication a été faite par le Docteur Adama COULIBALY, Directeur Exécutif Adjoint en charge de l'Organisation et de l'Implantation. Le bureau qui a conduit la présentation était composé du Ministre Adama BICTOGO, Président de séance, du Ministre Siandou FOFANA, Secrétaire de séance, du Ministre SANOGO Mamadou et de Monsieur Justin N'Goran KOFFI, tous deux rapporteurs. Il s'est agi pour lui de définir les missions, les attributions et les compétences des Coordonnateurs Régionaux. Il a présenté la feuille de route des Coordonnateurs Régionaux et celle des militants. Il a également présenté la cartographie des comités de base et a rappelé les textes réglementaires qui régissent lesdits comités. Le DEA a proposé une restructuration des structures du Parti à la base.

III.5. Le RHDP, un beau cadeau de l'amitié du destin en souvenir d'un bâtisseur

Cette communication est la présentation du livre intitulé le rhDP, un beau cadeau de l'amitié du destin en souvenir d'un bâtisseur. Dans son intervention, le Professeur DIBI Kouadio Augustin plaide en quelque sorte pour une adhésion de tous les Houphouétistes au RHDP, parti politique qu'il considère comme l'aboutissement logique de l'Houphouétisme et la réalisation du PDCI-RDA en son essence accomplie. Son ouvrage dit-il est composé de trois parties, dont la première est subdivisée en quatre chapitres, et les deux dernières en trois chapitres, chacune. Pour le Professeur, le Parti RHDP est un double hommage. Le premier à l'endroit des fondateurs de ce Parti salutaire à tous égards ; le second à titre posthume au Père-Fondateur dont le RHDP est la réhabilitation de la philosophie d'action érigée en dogme, à l'attention de ses héritiers. Le RHDP parle à nos cœurs et à nos esprits pour qu'ensemble, nous puissions bâtir la patrie de la vraie fraternité !

IV. POINTS DE DECISIONS

Au cours des travaux du séminaire, Monsieur le Directeur Exécutif a annoncé les décisions ci-après :

- Les Commissions Techniques Electorales (CTE) sont désormais des Cellules Electorales (CE) ;
- Aux Sections du Parti sont attribuées les activités de mobilisation de proximité lors du processus électoral ;
- Le 2 novembre 2019 : Lancement de la Plateforme « e-Militant » au Palais de la Culture ;
- Le 09 novembre 2019 : Rencontre du Président du Parti avec le Conseil Politique, le Bureau Politique, le Conseil National et les Elus.
- Le 16 novembre 2019 : Conférence régionale à Bouaké avec l'ensemble des Coordonnateurs Régionaux des quarante (40) Régions électorales. Au cours de cette conférence, chaque Coordonnateur présentera

l'architecture de sa structure ;

- Le 23 novembre 2019 : grand meeting des femmes RHDP au Parc des sports de Treichville ;
- Les 6 et 7 décembre 2019 : Meeting du RHDP à Yamoussoukro.

V. CEREMONIE DE CLOTURE

Dans son discours de clôture, Monsieur le Ministre Adama BICTOGO, Directeur Exécutif du RHDP a remercié très sincèrement les séminaristes pour la qualité des travaux. Il les a engagé à mettre en application les acquis en terme de formation et d'information tirées du séminaire. Il a au nom du Président du Parti, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA souhaité un bon retour à chacun des séminaristes. Une photo de famille a mis fin au 1er séminaire des Coordonnateurs Régionaux et Coordonnateurs Régionaux Associés.

Fait à Yamoussoukro,

le 12 octobre 2019

Le Président du Comité Scientifique,

DIABY Lanciné

Rapport lu par

M. Justin N'Goran KOFFI



Affaire "Tentative d'arrestation de Soro en Espagne" / Les avocats espagnols de l'ex-Pan face à la presse, hier

« On a mis en marche une procédure pénale en vue de trouver les responsables »

**Après l'arrestation manquée
Les Avocats espagnols de Soro
lancent une procédure pénale**

« On aidera monsieur Soro à éclaircir cette situation »

Les avocats espagnols du président du Comité politique, Guillaume Soro, ex-président de l'assemblée nationale de Côte d'Ivoire, ont porté plainte, hier, contre X devant les juridictions de ce pays après l'arrestation manquée de ce dernier, dans un hôtel à Barcelone, en Espagne. L'information a été donnée par ses avocats, Mme Berta De Castillo et Cost valero Xavier, qui avaient à leur côté Me affoussiata Bamba-lamine. « Monsieur Soro est venu nous demander d'être son conseil juridique pour voir comment une chose aussi rocambolesque a bien pu se passer ici, à Barcelone. Il nous a expliqués ce qui s'est passé et que nous pensons peut être dénonçable devant la cour. C'est ce qu'on a fait. On a présenté notre plainte devant la cour, ce matin (ndlr : hier-matin) », a fait savoir Berta De Castillo, avant de rappeler les faits. « Ce qui s'est passé, c'est que le député Soro qui est également candidat à la présidentielle de la République de Côte d'Ivoire, est en campagne. C'est pourquoi il effectue des tournées pour rencontrer ses concitoyens qui vivent hors de la Côte d'Ivoire. (...) Il est rentré de Paris et a choisi de loger à l'hôtel El Palace, à Barcelone (Ndlr : Espagne), la nuit du 08 octobre dernier. A 3h du matin, il s'est réveillé épouvanté après des coups assez violents sur sa porte. Il ne savait pas ce qui s'est passé. Des personnes en uniforme rouge et bleu, probablement des policiers qui n'ont pas été identifiés, sont restées dans sa chambre avec lui pendant 2h d'horloge. Il a dû leur présenter son passeport et dans les échanges, puisqu'il ne comprend pas espagnol, il a entendu parler d'Interpol. (...) Ils se sont excusés et ils sont repartis », a-t-elle expliqué. Dénonçant des événements graves. « Vous imaginez le choc que la personne peut ressentir après des événements aussi graves. Il a reçu un courrier électronique de l'hôtel qui s'est excusé », a-t-elle déclaré face à la presse. et de poursuivre : « Dans notre plainte devant le juge, on a demandé qu'on interroge les

personnes qui étaient dans l'hôtel, ce jour. On a demandé les caméras de l'hôtel, aussi que le juge interroge la police pour savoir si c'était effectivement des policiers parce qu'il aurait pu se faire kidnapper. Justement parce que ce n'est pas n'importe qui. C'est quelqu'un qui se présente comme candidat à la présidence de son pays ». Dans cette affaire qui a été suffisamment médiatisée, l'avocate s'est étonnée du mutisme de l'ambassadeur de la Côte d'Ivoire en Espagne. « Soro a essayé de se mettre en contact avec son ambassadeur par le biais de la secrétaire de l'ambassadeur. (...) Il n'a pas pu parler avec son ambassadeur, ce qui aurait pu le décourager. Nous aussi, cela nous semble un peu décourageant. Mais il a reçu un message de l'Ambassadeur de l'Espagne en Côte d'Ivoire qui a dit qu'il ne savait pas exactement ce qui s'était passé mais qu'il s'excusait et que c'était peut-être une erreur », a fait savoir l'avocate espagnole. Qui affirme avoir suffisamment d'éléments pour porter plainte devant les juridictions espagnoles. « (...) Si on n'avait pas cru en ce qu'il nous a expliqués et qu'il peut prouver, on n'aurait jamais porté plainte, comme si on n'avait rien à faire. Ça aurait été une bêtise et une folie de notre part », s'est-elle justifiée. Pour elle, son client ne souhaite que la lumière soit faite sur cette affaire. « Soro veut que la vérité se sache. Cela va servir à éviter une situation pareille de se produire. Nous, on aidera monsieur Soro à éclaircir cette situation et aider d'autres personnes qui peuvent se retrouver dans cette situation », a-t-elle rassuré. « Nous avons donné des éléments pour pouvoir commencer l'enquête. Notamment avec le témoignage du directeur et de la réceptionniste de l'hôtel, les enregistrements des caméras de sécurité de l'hôtel. Il faut savoir qui sont ces policiers, quel ordre ils devraient suivre, pourquoi cette situation s'est produite », a renchérit, pour sa part, Cost valero Xavier, l'un des avocats. Pour Berta De Castillo, la police espagnole n'est pas forcément visée par cette plainte. « On ne porte pas plainte contre la police en particulier, on veut juste savoir ce qu'est allée faire la police à l'hôtel de monsieur Soro qui se présente à une élection dans son pays. Ça peut être une erreur. Mais c'est bizarre. On veut savoir ce qui se cache derrière. (...) On a mis en marche une procédure pénale en vue de trouver les responsables de tout ça », a-t-elle expliqué. Car elle reste convaincue que si ces derniers ont eu accès à la chambre du président Guillaume Soro, c'est parce qu'on « imagine logiquement qu'ils se sont fait identifier comme policiers ». la plainte déposée, les enquêtes en cours permettront de



Les avocats de Guillaume Soro sont déterminés à faire toute la lumière sur son arrestation manquée en Espagne.

faire toute la lumière sur cette affaire.

LANCE TOURÉ

Alliance de dupes fpi-pdci/ présidentielle 2020

Bédié-Gbagbo : Bientôt la grande déchirure !



Une alliance Bédié-Gbagbo en vue de la présidentielle de 2020 est sur toutes les lèvres en Eburnie. Ce "mariage" est-il possible ? Personne n'y croit, tant les deux hommes ont en commun, de vieux comptes à régler.

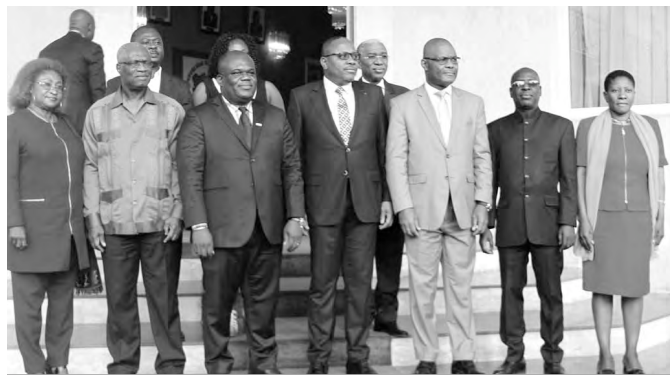
au cours d'une conférence de presse qu'il a animée le lundi 27 mai, M. Assoa Adou, Secrétaire Général du FPI a lâché un mot sur une alliance PDCIRDA/FPI en prélude à la présidentielle de 2020. Cette annonce a fait sourire bon nombre d'Ivoiriens, tant les deux hommes se sont toujours regardés en chiens de faïence. Car beaucoup de choses les divisent. Tout a commencé à se détériorer entre les deux hommes quand Laurent Gbagbo, de retour du Gabon où il était en déplacement, a apprécié le coup d'Etat du 24 décembre 1999 contre Bédié. Depuis ce jour, "N'Zuéba" a toujours nourri une soif de revanche contre Laurent Gbagbo. Sa revanche, il la prendra lors du 2ème tour de la présidentielle de novembre 2010, en se ralliant au candidat Alassane Ouattara. Le fils de feu Koudou Paul a difficilement "avalé" cette haute trahison de la part de ce "frère" qu'il a fait rentrer d'exil après être devenu président de la Côte d'Ivoire, suite à des élections émaillées de violences politiques. Le transfèrement de Laurent Gbagbo à la CPI est venu aggraver le fossé entre les deux hommes. Dans son dernier livre écrit dans sa cellule de la prison de Scheveningen (la Haye), l'époux de Simone Ehivet Gbagbo n'a pas fait de cadeaux au mari de Bomo Koizan Henriette. C'est peu de temps après sa sortie musclée dans son dernier livre qu'on a annoncé une alliance Bédié-Gbagbo, en prélude à la présidentielle de 2020. On croit rêver puisqu'une entente parfaite est impossible entre les deux

hommes qui chérissent chacun de son côté, le proverbe révélateur de leur guerre à fleurets mouchetés: "je t'aime, moi non plus !" Certes, les ministres Eugène Jean-Louis Billon et Maurice Kakou Guikahué étaient allés "parlementer" avec le célèbre prisonnier de la CPI et rien n'avait filtré de leurs échanges. Après la rencontre Bédié-Gbagbo à Bruxelles le 29 juillet 2019, des questions se posent. Quel est celui qui sera le cavalier ? Et qui acceptera d'être le cheval ? On sait Laurent Gbagbo très malin ou rusé. De lui, feu Robert Guéi avait soutenu que c'est "un boulanger". Alors question, qui va rouler l'autre dans la farine ? A 85 ans révolus, Bédié nourrit des ambitions de revenir aux affaires. Dans cette alliance de dupes ou contre-nature qui va y laisser des plumes ? Est-ce Bédié, Gbagbo étant très futé ? Ou est-ce le "Woody" de Mama, le patriarche de Daoukro étant allé aussi ces derniers temps, à l'école de la "roublardise", puisqu'ayant tourné le dos au RHDP qu'il a lui-même suscité avec l'historique appel de Daoukro ? Croisons les bras, qui vivra, verra la déchirure inévitable entre ces deux "frères ennemis".

IGOR WAWAYOU

Présidentielle 2020 / Une délégation du National Democratic Institute s'est rendue, hier, dans les locaux de la structure en charge d'organiser les élections en Côte d'Ivoire.

Le Ndi prêt à soutenir la Cei



Le président de la Cei, Coulibaly Ibrahime Kuibiert (au centre), et les membres du bureau de l'institution, après la séance de travail.

La Commission électorale indépendante (Cei) peut compter sur le concours du National democratic institute (Ndi) pour l'organisation des échéances électorales de 2020. Hier, Kevin Adomayakpor, directeur-pays de cette institution, a rassuré à cet effet Coulibaly Ibrahime Kuibiert, président de l'organe en charge d'organiser les élections en Côte d'Ivoire. A la tête d'une délégation, celui-ci sortait d'une séance de travail avec le bureau de la Cei. « Le Ndi, ses partenaires techniques et financiers sont encore disponibles pour accompagner la Cei à ce que 2020 soit un succès à la fois pour la Côte d'Ivoire, l'Afrique et le monde entier en termes de consolidation de la démocratie », s'est engagé M. Adomayakpor, après la réunion au siège de la Cei aux II-Plateaux. Il a précisé que cette collaboration s'inscrit dans l'appui que le Ndi a toujours apporté à la Cei, notamment dans le cadre de la sensibilisation. « Nous avons apporté notre expertise aux côtés de la Cei, à la société civile. Cela a été une collaboration positive, dans la mesure où elle a permis d'engager la société civile. Ainsi, nous avons pu mettre en place le système de comptage rapide des votes à travers tout le pays pour confirmer un certain nombre de résultats donnés par la Cei », a-t-il rappelé. Avant de souligner à grands traits les bonnes relations qui unissent jusque-là les deux institutions.

KAMAGATÉ MAMADOU

AFFAIRE INTIMIDATION DES MILITANTS

Pourquoi le PDCI joue à se faire peur



Les militants du PdcI ne peuvent tenir leur meeting en toute tranquillité.

Décidément, le PDCI Daoukro voit le diable partout. Le parti d'Henri Konan Bédié a peur de tout, y compris de son ombre. Au point où tout ce qui paraît évident pour le commun des mortels, devient questionnements au PDCI. Le PDCI Daoukro, après le départ en masse de ses hauts cadres au RHDP, se "victimise" à tout bout de champ. La preuve de cette fébrilité a été donnée par le porte-voix officiel de ce parti. Dans sa livraison d'hier, voici ce qu'écrivait le journal du PDCI Daoukro. « Une manœuvre militaire annoncée à quelques heures des journées hommage à Houphouët : l'armée veut-elle intimider le PDCI à Yamoussoukro ?" Ridicule, tout simplement ! Pour un parti qui a dirigé le pays, pendant plusieurs décennies, faire un lien entre cette manœuvre militaire et les activités du PDCI Daoukro est une véritable hérésie à plusieurs niveaux. Premièrement, les manœuvres militaires se sont déroulées le 16 octobre, c'est-à-dire toute la journée d'hier. Alors que les cérémonies du parti ont lieu les 18 et 19 octobre, soit deux jours après. D'ailleurs, si l'on veut suivre le confrère dans son raisonnement, la meilleure manière d'intimider le PDCI, si tel était l'objectif de l'armée, était de faire ses manœuvres sans en informer les populations par un communiqué. Or en l'espèce, pour ne pas apeurer les populations, le communiqué a précisé que pendant le déroulement des opérations, des coups de feu et des explosions seront entendus. Deuxièmement, l'armée affiche ainsi clairement qu'elle n'a rien à cacher et que les exercices annoncés n'ont aucun lien avec les rencontres du PDCI. De plus, la zone située entre l'aéroport et l'Ecole des Forces Armées de Zambakro, choisie pour cet exercice, est hors de la ville. Pour la gouverne du PDCI, les cadres de ce parti devraient le savoir, de tels exercices militaires se programment sur une longue période car elles demandent de l'expertise, d'importants moyens logistiques, humains et matériels. C'est d'ailleurs, la raison pour laquelle cette

manœuvre dénommée « TOUCAN 2019 », qui verra la participation d'environ 300 soldats, est réalisée conformément au programme de préparation et d'entraînement des Forces Armées de Côte d'Ivoire (FACI). Comme gouverner c'est prévoir, le régime actuel, sous la conduite éclairée du président de la République, Alassane Ouattara, ne donne jamais dans l'improvisation. Cet exercice a été programmé depuis décembre 2018. « TOUCAN 2019 », n'est donc pas en lien avec les cérémonies du PDCI Daoukro, qui voit la bête partout. L'armée ivoirienne n'est pas à son premier exercice. Avant cette opération, d'autres du même type ou d'un autre format ont eu lieu, soit à Yamoussoukro, soit ailleurs. Que le PDCI se ressaisisse donc. Et se focalise sur son meeting du samedi pour proposer aux Ivoiriens son offre politique. Au final, il faut noter que les populations de Yamoussoukro ont vaqué, tranquillement, à leurs occupations toute la journée d'hier. Les cours se sont déroulés normalement dans les établissements scolaires. Les administrations ont ouvert. Personne n'a été intimidé comme tente de le faire croire le PDCI Daoukro et son journal officiel. Rappelons que l'Ecole des Forces Armées de Zambakro est située à 14 km de Yamoussoukro, donc loin, très loin, de la ville où va se tenir le meeting de Bédié. Il faut éviter de mêler l'armée à la politique. L'armée est nationale, républicaine. Elle est au service de tous les Ivoiriens.

THIERY LATT